

CANDIDE

Reland DORGELES, Le château des Brouillards
BINET-VALMER, Le Désir - Pige en 3 actes
TRISTAN BERNARD, Le labourer et ses enfants
Les pages de la ville, du Palais, du Théâtre, etc.
Le Numéro : 25 c. (N° 14263)

LE JOURNAL

LE NUMERO : 25 c. (N° 14263)

PARIS - 100, RUE DE RICHELIEU
Tél. Gut. 81-54, 81-55, 81-56, 81-57, 81-58, 81-59

JEUDI 5 NOVEMBRE 1931

JE SUIS PARTOUT

le grand hebdomadaire de la vie mondaine
le roman de FRANK-NORRIS
MAC TEAGUE
(le roman de la littérature romanesque américaine)
TOUTE L'ACTIVITE DU MONDE ENTIER - 10 1/2

IMPRESSIONS D'AMÉRIQUE

PAR ANDRÉ CITROËN

M. André Citroën, qui vient de passer deux semaines aux Etats-Unis, est-il resté satisfait pour y faire, à l'Université de Columbia, le rapport sur l'automobile au huitième congrès des industries motrices, rapport demandé pour la première



M. André Citroën sortant de la Maison Blanche après son entrevue avec le président Hoover.

fois à un industriel européen, à bien voulu nous communiquer ses impressions de voyage.

8-13 octobre. — Nous voyons vers New-York. Je salue au rapport que je vais présenter. Les précédents ont toujours été faits par des Américains. Combien les prévisions des derniers rapporteurs se sont mal réalisées ! Selon eux, la production automobile devait passer de 4 millions 900.000, en 1929, à 6.000.000 dans un avenir très rapproché, et augmenter encore, car, disaient-ils, le point de saturation aux Etats-Unis ne devait pas être atteint et l'exportation devait augmenter sans cesse. Et maintenant, voilà cette production retombée à 2.000.000 de voitures. Ce peuvent faire ces immenses atelliers sans commandes et travaillant en veilleuse ? Comment les industriels tiendront-ils leurs engagements ? Comment les banques pourront-elles les aider ? Et ces millions de chômeurs dont on n'a parlé à Paris, se livrant à la mendicité, même agressive, ou organisant de longs cortèges menaçant l'organisation actuelle de notre société, et qu'une police redoutable et sans scrupules s'apprête à repousser, le cas échéant ? Enfin, je me représente aussi les longues théories de mendiants en guenilles attendant des heures devant les soupes populaires ; et puis, probablement, les grands travaux arrêtés devant le manque de ressources des principales entreprises, ce qui ne pouvait qu'augmenter encore le chômage.

13 octobre. — Arrivé à New-York. Assaut des journalistes. Mêmes questions posées par tous : « Pourquoi la France ne veut-elle pas dévaliser ? Pourquoi ne renonce-t-elle pas aux réparations ? Pourquoi nous enlever notre or ? Pourquoi attacher le dollar ? » Telle est la mentalité du public américain, habilement travaillé par une campagne de presse pro-allemande. Je rassure les journalistes de mon mieux ; mes déclarations sont l'objet de nombreux articles le lendemain.

Je traverse New-York : toujours la même animation qu'à mon dernier voyage, le même nombre de voitures, les mêmes encombrements, même foule bien habillée, paraissant très prospère ; pas de police dans les rues, le mouvement des automobiles se faisant par signaux lumineux ; tramways, autobus, métro toujours pleins.

Bref arrêt à l'hôtel et départ pour Washington.

14 octobre. — Washington. Le président Hoover me reçoit. Il est étonné que les usines d'automobiles aient un rendement meilleur, par rapport à 1929, que les usines américaines ; il me montre une déclaration d'impôt qu'il faut espérer une reprise malgré les difficultés de l'Angleterre, la situation politique de la Russie, le conflit russo-chinois, et devant mon air approbateur, il ajoute en souriant que c'est la copie d'un article paru en 1929 dans le Journal Topik.

A la sortie du cabinet de M. Hoover, les journalistes me prennent d'assaut et me posent les mêmes questions que ceux de New-York.

15 octobre. — Visite à Wall Street, quartier de la Bourse et des banques à New-York. J'y trouve naturellement le plus grand pessimisme sur la situation actuelle ; toutefois, les banques ont l'espoir que les conversations Hoover-Laval peuvent avoir des résultats heureux pour les relations entre les peuples d'Europe et ramener une reprise des affaires et des transactions boursières.

On est en train de construire à Wall Street deux ou trois énormes immeubles qui auront plus de 70 étages et qui sont destinés à des bureaux de banque ou de Bourse.

18 octobre. — Banquet en mon honneur des industriels de l'automobile se trouvant à New-York.

Je suis entouré des chefs de deux des trois plus grandes maisons d'automobiles. Ils m'expliquent que, malgré le ralentissement des affaires, ils font de nouveaux modèles, que leurs laboratoires travaillent en plein, que leurs ateliers d'outillage travaillent jour et nuit, que leur trésorerie est très à l'aise ; leurs deux maisons disposent actuellement de 7 milliards de francs, fonds de roulement qui augmente d'ail-

leurs tous les jours par la diminution des stocks, et la vente des pièces détachées. Ils continuent à améliorer leur matériel et à diminuer leur prix de revient.

Non loin de moi, le roi de l'acier m'explique que la production de l'acier est tombée de 60 millions de tonnes, en 1929, à 20 millions, mais que certains économistes avaient déclaré, il y a quelques années, qu'elle ne pourrait jamais dépasser 12 millions.

Après ce déjeuner, je me rends au City Hall, où le maire Jimmy Walker me souhaite la bienvenue au nom de la ville de New-York. Il me quitte pour faire voter le budget de la ville de New-York : 15 milliards de francs (cinq fois celui de la ville de Paris).

17 octobre. — Je visite les derniers immeubles qui viennent d'être construits dans le centre de la ville : le Chrysler Building, de 72 étages, construit il y a un an, a coûté 500 millions de francs ; l'Empire Building, de 106 étages, construit il y a six mois, a coûté 600 millions de francs ; l'hôtel Waldorf Astoria, qui vient de terminer, a coûté 1 milliard de francs ; je vois les fondations du Radio Building, qui coûtera 4 milliards de francs. Où sont donc la misère, la pauvreté, l'arrêt des constructions ?

L'après-midi, match de football : 30.000 places de 50 à 100 francs. Impossible d'en trouver une dans aucun bureau, je suis forcé de m'adresser à des amis pour en obtenir.

Après le match, promenade en automobile. Routes très larges, deux fois plus larges que les Champs-Élysées, bien entretenues ; tous les croisements sont aériens ou souterrains ; les autos se suivent sur quatre files ininterrompues.

19 octobre. — Philadelphie. La grande revue Saturday Evening Post tire à 3 millions d'exemplaires, au lieu de 2.500.000. Il paraît que les chômeurs lisent pour se distraire. On me dit aussi que la consommation d'automobiles augmente, car ils circulent davantage en auto.

Grand déjeuner sous la présidence du maire, du président de la Chambre de commerce, des plus grands industriels de la ville, qui m'expliquent le fonctionnement des secours aux chômeurs, par crédits en marchandises de première nécessité : pain, viande, charbon, vêtements, crédits remboursables à raison de 5 dollars par semaine, à déduire des salaires quand l'ouvrier trouve de l'emploi.

Tel aussi, de nouvelles avenues, des fontaines, des buildings en construction. Les journalistes de Philadelphie me posent une fois de plus les mêmes questions qu'à New-York.

21 octobre. — Université de Columbia. Je fais mon rapport sur l'automobile, et n'y parle que d'automobile. Un autre rapporteur, M. Thyssen, industriel allemand, chargé du rapport sur l'acier, ne parle que de la révolution du train de Versailles, de la suppression des réparations et du désarmement. M. Hyde, secrétaire de l'Agriculture, espère qu'on créera beaucoup de golf et de terrains d'aviation, ce qui ferait diminuer la récolte.

Le soir, banquet du Congrès et de la famille des peuples, où se trouvent réunies les personnalités les plus marquantes de l'industrie, du commerce, de la banque, des journalistes des Etats-Unis, ainsi que les grands aviateurs et astronautes Head, Brown, Eckenre, Byrd.

Impression formidable de puissance, d'intelligence, de cohésion. Deux minutes d'obscurité, en souvenir de Thomas Edison, aux sons de l'orgue qui joue un morceau funéraire. Profonde émotion.

23 et 24 octobre. — Détroit. Je trouve les usines en parfait état, les laboratoires en travail, les ateliers d'outillage sous pression. Je passe six heures avec Henry Ford ; il me montre son musée de 300.000 mètres carrés, son bureau de dessin qui couvre la même surface, dont le sol est ciré comme une salle de bal, enfin la salle de danse où l'on est en train de donner des leçons de danse aux enfants du volantin et où, sur la demande du grand industriel, l'orchestre se met à jouer la Marseillaise.

Il me fait visiter sa chaîne de destruction : 400 automobiles, tous les jours réduites en galettes par des presses hydrauliques et envoyées aux fours Martin ; il espère arriver bientôt à 3.000 par jour. Il me parle de son fonds de roulement qui dépasse actuellement 10 milliards de francs ; il me parle des 750 millions de francs qu'il consacre chaque année à améliorer ses installations ; il me fait visiter le laboratoire d'Edison.

(La suite en 2^e page)

Les troupes d'assaut hitlériennes dépassent 200.000 hommes
BERLIN, 4 novembre. — Les « Sturmtruppen », c'est-à-dire les formations d'assaut du parti nazi, célèbres aujourd'hui le 10^e anniversaire de leur création. A cette occasion, leur « chef suprême », M. Hitler, a déclaré que l'effectif des troupes d'assaut dépassait actuellement 200.000 hommes.

EN 3^e PAGE :
Le bilan de la consultation sur la trêve des armements.
PAR SAINT-RENE.
Le rapport de M. von Hoesch sur l'entrevue avec M. Laval.

EN 4^e PAGE :
LE MAGAZINE LITTÉRAIRE
M. Pierre Laval s'entretenait avec M. Malvy de la reprise des travaux parlementaires.
La scabreuse volée est condamnée à cinq ans de prison.
Première au théâtre de la Madeleine, par G. de PAULOWSKI.

EN 5^e PAGE :
Mots croisés du jeudi.
EN 6^e PAGE :
Le Bourse de Paris.

Le Japon est invité

à se contenter des assurances données par la Chine à la Société des nations

La politique de la crise sino-japonaise s'inscrit de deux nouvelles pièces : une note chinoise et une note de M. Briand.

La note chinoise n'a qu'un intérêt documentaire. Elle ne fait que répéter de



M. ALFRED SZE, délégué de la Chine (Cronquist de Kelen).

nouveaux griefs, inévitables aussi longtemps que la querelle continue. Or, le conflit ne peut que continuer puisque la note montre la Chine s'obstinant à refuser de régler directement avec le Japon les violations de traités qui ont été l'origine de toute l'affaire. La note chinoise indique l'intention bien arrêtée de continuer à s'abriter derrière le conseil de la Société des Nations.

Par contre, la note de M. Briand est très importante, puisqu'elle fixe la doctrine du conseil de la Société des Nations en réponse à l'exposé japonais du 25 octobre.

(La suite en 3^e page)

Les adieux de M. Doumer à l'Exposition coloniale



Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République a tenu hier à revoir une dernière fois les merveilles de l'Exposition de Vincennes. Le cortège sortait du pavillon des arts coloniaux. — (Détails en 4^e page.)

(La suite en 2^e page)

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

UN PLAIDEUR acharné

va se présenter en accusé volontaire devant les assises

Le jury de la Seine va être appelé, demain vendredi, à juger une affaire d'une portée véritablement inédite, et dont on peut dire qu'elle passionne d'avance l'excellent président Barnaud, le grand juriste qu'est l'avocat général Oudot, et le savant greffier Wilmes qui a vaillamment recherché dans les archives de la cour d'assises de la Seine un précédent analogue.

« Subornation de témoin » indique le rôle. Voyons les faits :

Leur origine remonte à l'année 1928. A cette époque, le juge de paix d'Ivry-sur-Seine arbitre une banale affaire de coups échangés entre deux habitants de la localité, un employé de commerce, M. Poncet de la Grave, et un ouvrier, M. Labbaye. M. Labbaye, qui se plaint d'avoir été attaqué le premier, fait condamner son adversaire à 1.500 francs de dommages-intérêts. Quelques temps après, M. Poncet de la Grave parvient à établir qu'un témoin, M. Ternet, dont les déclarations ont entraîné la conviction du juge de paix et dicté son jugement, a fait une déclaration fautive, qui lui a été payée 100 francs par Labbaye. M. Poncet de la Grave porte plainte au parquet. Labbaye et Ternet sont condamnés chacun à trois mois de prison avec sursis. Ternet accepte la condamnation, mais Labbaye se lance éperdument dans la manœuvre de la procédure. Il fait d'abord appel et voit la peine prononcée contre lui confirmée pour un an et six mois. Alors, il se présente au jury de la Seine.



Avocat général GAUREL.

causation, devant laquelle il soutient cette thèse que la subornation d'un témoin, aux yeux du code, n'est pas simplement un délit, mais un crime. La Cour de cassation, dans un arrêt assez abstrait, annule la décision de la cour de Paris et renvoie l'affaire devant la cour d'appel d'Orléans.

Celle-ci, après en avoir délibéré, a le sentiment de son incompréhension et déclare se référer à la sagesse de la chambre des mises en accusation. La chambre des mises en accusation décide, finalement, que c'est au jury qui appréciera de se prononcer sur le sort de M. Labbaye.

Et voilà, au bout de six années de procédure, M. Labbaye en posture d'accusé volontaire devant le jury de la Seine. M. Poncet de la Grave, l'ancien adversaire, M. Poncet de la Grave, qui a peut-être presque oublié leur querelle d'il y a six ans, sera représenté au banc de la partie civile par M. Albert Caro. Les débats, très manœuvrés d'actualité, ne manqueront certainement pas de piquant.

CH. LONDON.

M. Pierre Laval ne prononcera pas de discours de rentrée

M. Pierre Laval va décrire, cette année, à la tradition : il ne prononcera pas le « grand discours » qui précède à la rentrée parlementaire.

Le travail absorbé des discussions internationales, ainsi que l'importance de la réunion des Chambres ne lui laisseraient pas la possibilité de préparer à loisir ce discours.

Ainsi, d'ailleurs, que M. Pierre Laval sera à la disposition des deux assemblées au cas où celles-ci engageraient un débat sur la politique étrangère du gouvernement.

(La suite en 3^e page)

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Serge de Lenz

jouissait à Dieppe d'une excellente réputation et avait même ébauché des projets de mariage

« DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL »
Dieppe, 4 novembre. — Lorsque, ce matin, une heure après l'arrivée des journaux de Paris, nous sommes parvenus dans les différents endroits où « M. Foulas », jeune homme de très bonne famille, jouissait de l'estime et même du respect de tous, nous avons pu constater combien était grand l'étonnement.

« Si l'on n'avait pas trouvé chez lui les empreintes des dents de Tourelles, nous aurions dit un de ces compagnons de l'usine, le me suis refusé à croire à sa culpabilité.

Le patron d'un bar élégant nous a confié :

« Si j'avais demandé de lui prêter 100 francs, je l'aurais fait sans hésitation, tant il était sympathique.

Dans le logement d'un haut fonctionnaire de la police locale, une jeune fille de 18 ans, à qui Serge avait l'habitude de s'adresser pour parler mariage, se lamente et se déclare inconsolable. Il n'est pas de même de Marguerite Schiell — l'amie en titre du cambrioleur mondain — qui, joyeusement et même avec une certaine fatuité, semble-il, conte à qui veut l'entendre des anecdotes plus ou moins véridiques.

Tandis que tous les Dieppois échan- gent des impressions et balaisent des hypothèses sur la façon dont l'expédition des Tourelles fut préparée et exécutée, les policiers, qui se sont attachés à des choses concrètes ont passé la journée à recueillir des éléments sérieux.

Nous croyons savoir qu'ils en ont trouvé suffisamment pour pouvoir, au moins dans les grandes lignes, reconstituer la genèse de l'affaire.

Serge de Lenz fut libéré conditionnellement le 31 juillet dernier, grâce aux démarches faites par une « œuvre d'assistance aux condamnés de droit commun », qui a pour but de relever et de soutenir ceux qui sont tombés, mais qui, en l'occurrence, est elle-même inspirée en se montrant plus circonspecte.

C'est également par un membre de cette œuvre, personne fort honorablement connue d'ailleurs — que le jeune homme, se disant repentant, fut recommandé au directeur de l'usine de réfrigération de Dieppe.

C'est un de nos camarades d'enfance, aussi dit le directeur de l'usine, le digne homme par ses services de l'usine, qui a conduit l'indigne et déshonoré de ce jeune homme à la France, où il sera complètement au courant de la situation de la glorieuse « M. Foulas », à l'usine de la Seine, et, usant de tous ses dons de séduction, ne tardera pas à gagner les sympathies de la jeunesse.



MARGUERITE SCHIELL.

au point d'avoir bien vite tout le monde à sa dévotion.

Les braves ouvriers accablèrent avec cordialité un « compagnon » aussi distingué et se prêtèrent même des familiarités banales avec certains d'entre eux, mais personne n'aurait jamais osé lui manquer d'égards et même le tutoyer.

A.-H. FLAHER.

(La suite en 3^e page)

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

Le président de la République à l'Exposition Coloniale.

ON DÉCOUVRE LE CADAVRE

d'un garçon de 12 ans étranglé avec un foulard sur les bords de la Seine près de Mantes

La victime de ce drame mystérieux était élégamment vêtue et, malgré une enquête minutieuse, n'a pu être identifiée



Une tragique nouvelle se propageait hier matin dans le petit hameau de Dammouville, situé à 2 kilomètres et demi de Mantes, sur la rive droite de la Seine, dans un des coins les plus paisibles de la banlieue parisienne, et y soulevait une intense émotion.

Une habitante avait découvert le cadavre d'un garçonnet, et toutes les apparences donnaient à penser que le malheureux avait été étranglé.

Le mystère s'ajoutait à l'atrocité de cette mort comme pour en augmenter l'horreur, car l'enfant était inconnu de la population et les premières constatations faites ne permettaient point de dire de quel drame il avait été l'innocente victime. Voici dans quelles circonstances la police eut connaissance de cette obscure et pénible affaire.

Une jeune femme, Mme Botheville, de Limay, suivait, vers 10 heures, en bordure de la Seine, le chemin de halage qu'empruntent chaque jour non seulement de nombreux promeneurs, mais encore les maraîchers dont les potagers étaient de part et d'autre du fleuve leurs carreaux géométriques.

Elle se rendait à son jardin et elle n'avait que quelques vingt-cinq mètres à faire pour franchir l'entrée lorsqu'elle aperçut un enfant étendu sur le dos. Surprise autant qu'intriguée, elle s'approcha, appela. Pas de réponse. Le

(La suite en 4^e page)

MON FILM

Un de nos confrères les plus spirituellement anarchistes est allé, l'été dernier, se promener en Corse. Je m'attendais, comme tout le monde, à ce qu'il ait fait le parti des oulous du maquis contre la maréchaussée ; n'est-il pas toujours hostile aux gendarmes, à tous les gendarmes ?

Et bien, pas du tout... L'habitué du compteur de tout ce qui constitue les idées et les forces d'ordre n'a manifesté aucune sympathie pour ces bandits qu'on pouvait croire des types selon son cœur, puisqu'ils ont rompu avec la société, donnent du fil à retordre aux gens de loi, vivent en hommes libres dans le sein de la nature avec le mépris de nos préjugés bêtiers, de nos conventions grotesques. Notre confrère a à peine voulu entendre parler de « pittoresque », de « couleur locale », de « roman », de « roman », il a publié, au jour le jour, des impressions de bon bourgeois qui s'apprécie pas du tout le brigandage, même agrément de littérature à la Colomba, puis il est rentré à Paris en criant, à la stupefaction de ses amis et connaissances :

« Vive la maréchaussée ! Vivent les gendarmes à pied et à cheval !

Et le voilà qui, apprenant la mort de Cavaglioli, tué par les gendarmes, écrit avec joie : « Et d'un ! » En revanche, il verse des larmes sur le sort tragique des gendarmes qui ont livré bataille à ce chef de bande : deux de ces braves ont été tués, deux autres — dont un de ces officiers si souvent blâmes par l'éclaircie chronique — sont grièvement blessés.

Nous partagerons et l'émotion de notre confrère et l'admiration que lui inspire aujourd'hui le courage de ces « pandores », auxquels il a attribué si souvent, et depuis si longtemps, tous les ridicules du répertoire le plus traditionnel.

Comme lui, nous demandons qu'une souscription soit ouverte en Corse en faveur des « deux héros assassinés par les tyrans du maquis ». Mais qui nous eût dit qu'un jour, et ennemi de tout ce qui appartient au genre « fic » se proposait une souscription publique au bénéfice des gendarmes ? Comme quoi il ne faut jamais désespérer de rien, ni de personne.

Où, les gendarmes, et avec eux les « flics », savent être à l'occasion des héros — et cela sans gloire, au plus juste prix. Ce n'est, du reste, pas seulement en Corse que les modestes serviteurs de l'ordre versent leur sang, dans la guerre sans fin, sans armistice, qu'ils livrent aux bandits... Car, des bandits, il y en a partout.

Ayons donc pour ces braves gens de la sympathie et de la reconnaissance... Sans doute, ils ne sont pas parfaits, et d'ailleurs les justes critiques ne doivent pas leur être ménagées. Mais songeons que l'hostilité qui risque de les décourager n'est pas celle des bêtes du maquis, de tous les maquis. — CLÉMENT VAUTEL.

Voit le Journal des 20, 21, 22, 24, 26, 28 octobre et 1^{er} novembre.

Voit le Journal des 20, 21, 22, 24, 26, 28 octobre et 1

